

InfoAction



Volume 1 - Numéro 6 - Novembre 2007

Le bulletin mensuel du Consulat Général de la République d'Haïti à Chicago
www.haitianconsulate.org - E-mail: chicago@haitianconsulate.org

Signature d'un protocole d'accord relatif au lancement du IFMS



Le Ministre de l'Economie et des Finances Daniel Dorsainvil, et l'Ambassadeur des Etats-Unis à Port-au-Prince, Mme Janet Sanderson

Après la Cour Supérieure des Comptes, l'UCREF, l'ULCC, l'Etat haïtien se dote d'un nouvel instrument dans la lutte contre la corruption et dans sa quête de transparence et de bonne gouvernance.

Le Ministre de l'Economie et des Finances Daniel Dorsainvil, et l'Ambassadeur des Etats-Unis à Port-au-Prince, Mme Janet Sanderson, ont paraphé ce vendredi un protocole d'accord annonçant le lancement du nouveau Système Informatisé de Gestion Financière (IFMS).

L'IFMS est un projet de grande envergure visant l'informatisation et l'interconnexion de 41 institutions publiques haïtiennes en vue d'une meilleure gestion et contrôle des dépenses et des recettes de l'Etat, indique le ministre Da-

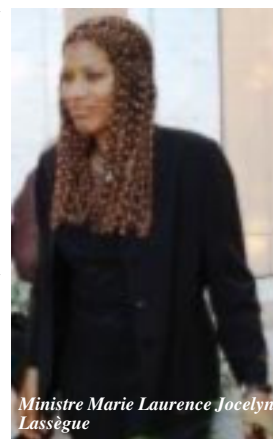
niel Dorsainvil qui estime que cette initiative dessert les objectifs de la lutte contre la corruption décrétée par l'Administration Préval/Alexis.

Initié par le gouvernement américain, Haïti-IFMS a bénéficié depuis 2004 d'un premier montant de 2.4 millions de dollars américains à travers l'USAID qui a fourni également l'expertise technique, les équipements, les logiciels, etc. Au vu du succès des deux premières phases du projet dans la zone métropolitaine, les Etats-Unis par le biais de son représentant en Haïti, Mme Janet Sanderson ont paraphé avec le gouvernement haïtien un protocole d'accord pour la poursuite des travaux.

Pour cette dernière phase du projet,
Suite en page 6

Le Gouvernement critique l'étude faisant état de liens entre le Sida et Haïti

La Ministre à la Condition Féminine, Marie Laurence Jocelyn Lassègue, dénonce la publication d'une étude sur la propagation du sida aux Etats-Unis à partir d'Haïti, comme une tentative de détruire l'image du pays. " A



Ministre Marie Laurence Jocelyn Lassègue

chaque fois que nous entamons une reconstruction pour faciliter la reprise des activités touristiques et économiques

Suite en page 6

Haïti/Tourisme : Travailler pour redorer l'image du pays à l'étranger

P-au-P, 22 nov. 07 [AlterPresse] — « Remettre Haïti sur la carte mondiale du tourisme par la restauration de son image à l'extérieur », c'est en substance le grand défi à relever par le Ministère du Tourisme dans le cadre d'un plan di-

Suite en page 8

18 novembre 1803 - 18 novembre 2007
204^{ème} anniversaire de la " Bataille de Vertières "

Haïti/Union européenne : 14 millions d'euros pour améliorer la qualité de l'éducation

Par Djems Olivier

Le Gouvernement haïtien et l'Union européenne (UE) ont signé, ce 20 novembre 2007, une convention de financement d'un montant de 14 millions d'euros pour améliorer la qualité de l'éducation en Haïti, a constaté l'agence en ligne AlterPresse.

Cette contribution de l'UE constitue la deuxième phase du Programme d'appui au renforcement de la qualité de l'éducation (Parqe) dont la première version a permis de construire 17 écoles fondamentales d'application et centres d'appui pédagogique (Efacap) dans des départements ciblés, à savoir le Sud, la Grande Anse, le Nord et le Centre.

Tout en attirant l'attention sur les Efacap construites, le Premier Ministre Jacques Édouard Alexis indique que le Parqe I a permis de faire une avancée significative en matière de l'offre de l'éducation.

« Le Parqe II va nous permettre de compléter l'engagement qui a été pris au chapitre de l'accès, au chapitre de l'offre publique », affirme Jacques Édouard Alexis tout en précisant que ce programme sera beaucoup plus accentué sur la qualité de l'éducation.

La carence criante de ressources humaines qualifiées dans le pays n'est pas seulement quantitative, mais qualitative, estime le Chef du gouvernement.

« Il y a urgence de porter l'action, dès les premières années de l'école, sur les déterminants qui vont permettre à l'éducation en Haïti d'être cataloguée, d'être reconnue comme étant une éducation de qualité », soutient Jacques Édouard Alexis qui intervenait à la signature de

cette convention au bureau du Premier ministre le mardi 20 novembre 2007.

Saluant le support de l'UE à Haïti, notamment dans le secteur de l'éducation, Alexis croit que des efforts immenses doivent être consentis dans ce secteur pour permettre au pays de se doter de ressources humaines qualifiées.

Pour sa part, conscient de l'énormité des défis dans un pays où les jeunes constituent la majeure partie de la population, le chef de la délégation de la Commission européenne, Francesco Gosetti dit

Sturmeck, réaffirme l'engagement de l'UE d'encadrer Haïti dans le domaine de l'éducation.

« A nos yeux, c'est clair que le futur du pays dépend de la qualité de l'éducation » offerte à ces jeunes, fait ressortir le diplomate européen qui considère le réussite de la première phase du Parqe comme un meilleur exemple de coopération entre l'UE et Haïti.

Le moment est venu, selon Gosetti, de consolider les efforts déjà déployés dans ce domaine.

Grâce à ce programme d'appui au renforcement de la qualité de l'éducation, plus de 300,000 manuels scolaires ont été distribués en septembre 2007 dans le cadre de la rentrée académique 2007-2008, signale le chef de la délégation de la Commission européenne.

Le Parqe va travailler au renforcement des 17 Efacap construites dans la phase I du programme, promet Gabriel Bien-Aimé, ministre de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (Menfp).

Dans le Parqe II, l'accent sera mis sur 4 grandes composantes : la qualité des maîtres, pour laquelle des enseignants bénéficieront chaque année d'un minimum de 15 jours de formation en terme de recyclage, la qualité des écoles en matière d'infrastructures et de performances, le phénomène des enfants sur-âgés et le renforcement institutionnel.

« Nous allons travailler avec des méthodes nouvelles dans le but de réduire, pour ne pas dire éliminer, le phénomène [des sur-âgés] », annonce Gabriel Bien-Aimé.

Ce nouveau programme de l'UE avec Haïti s'étendra sur une période de 3 ans et vise à accompagner les efforts du gouvernement dans la mise en œuvre du Programme national d'éducation et de formation ainsi que de la stratégie « Éducation pour tous ».

Il ne s'agit pas d'un prêt de l'Union européenne à Haïti : « c'est un don que l'Etat n'aura pas à rembourser », précise le titulaire de l'éducation nationale.

Gabriel Bien-Aimé donne la garantie que ce fonds sera utilisé à bon escient au profit de l'élève haïtien, le principal bénéficiaire.

« Cet argent consenti par l'Union européenne sera géré en bon père de famille, la transparence sera de mise », tente de rassurer le ministre de l'éducation.

Dans la foulée, le Premier Ministre Alexis déclare attendre avec impatience la ratification de la loi devant régir l'Office national de partenariat en éducation (Onape). Lequel projet de loi a été ratifié en septembre 2007 par la chambre des députés.

20 nov - AlterPresse

Don de 25 millions de dollars de la BID à Haïti pour remettre en état le réseau routier

Contribution substantielle de l'ACDI à ce projet d'un montant global de 100 millions de dollars qui vise le désenclavement des régions du grand Sud et du Nord La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a accordé mercredi un don de 25 millions de dollars à Haïti dans le cadre d'un programme de réhabilitation du réseau routier qui bénéficiera d'un appui financier de 100 millions de dollars sur quatre ans.

Selon un communiqué de la banque régionale rendu public à Washington, trois autres dons annuels du même type se-

ront approuvés grâce notamment à la contribution de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) qui fournira 75 millions de dollars canadiens (environ 76 millions de dollars américains). La BID, qui insiste sur la nécessité de promouvoir le développement régional à travers des liaisons terrestres, souligne qu'en Haïti « un trajet de 90 km sur une route principale peut prendre plus de six heures ».

Le communiqué cite parmi les principaux travaux prévus la réfection et l'entretien de 146 km de routes principales

et de 250 km de routes communales dans trois départements, le Sud, la Grand' Anse et les Nippes (sud-ouest). Dans le nord du pays, le programme permettra également le financement de la construction de 18 ponts au maximum sur l'axe Gros-Morne/Port-de-Paix.

La BID précise que dans le grand Sud, les directions départementales du ministère des travaux publics, transports et communications seront renforcées. En ce sens, une partie des dons sera consacrée à la formation du personnel, l'achat

Suite en page 7

OIM / HAÏTI : Renforcer les capacités nationales de gestion frontalière

Par Sylvestre Fils Dorcilus

Le chef de mission de l'Organisation internationale de la migration (OIM) en Haïti, Vincent Houver, a remis officiellement, hier, dix véhicules et 19 motocyclettes ainsi que des équipements technologiques au gouvernement haïtien, via la Direction générale de l'immigration et de l'émigration (DIE).

C'est en présence du ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, Paul Antoine Bien-Aimé, de l'ambassadeur canadien en Haïti, Claude Boucher, et de plus d'une cinquantaine d'employés de l'Immigration et d'autres personnalités du gouvernement que s'est déroulée la cérémonie officielle.

La remise de ces véhicules participe d'un projet de renforcement des capacités de gestion de la migration, initié par l'OIM au mois de mars dernier, et qui prendra fin en février prochain. Ce projet est financé à hauteur d'environ 2 500 000 dollars américains par le Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (START) du ministère des Affaires étrangères et de Commerce international du Canada.

Trois des dix véhicules tout-terrain seront mis au service de l'immigration du Cap-Haïtien, des Cayes et de Port-de-

Paix. Les sept autres seront affectés à la Direction générale départementale Ouest de l'immigration. Les 19 motocyclettes seront réparties à travers tout le territoire national.

Selon Vincent Houver, « l'apport de l'OIM en véhicules, motocyclettes et équipements technologiques au gouvernement haïtien vise à renforcer et à augmenter davantage les capacités des autorités gouvernementales dans la régulation des flux migratoires réguliers et irréguliers en Haïti. »

Par ailleurs, M. Houver a annoncé pour bientôt la tenue, à Port-au-Prince, d'une rencontre de consultation régionale sur les questions transfrontalières entre la Jamaïque, la République Dominicaine, les Bahamas, les Îles Turcs and Caicos et Haïti.

Pour sa part, l'Ambassadeur canadien en Haïti, Claude Boucher, a rappelé que « le Canada s'est engagé dans le processus de stabilisation, de reconstruction et de développement en Haïti dans le cadre d'un partenariat entre Haïti et la communauté internationale ». « Le renforcement des capacités haïtiennes, en termes de gestion des frontières, et de la migration, représente une partie importante de ses efforts », a précisé Claude

Boucher, en réitérant la détermination du Canada à travailler avec tous les partenaires, afin, a-t-il dit, « de s'assurer que tous les besoins dans ce domaine soient satisfaits ». Il a souhaité qu'« avec l'appui additionnel du Canada, la direction de l'Immigration soit en mesure de donner des résultats plus importants à la population haïtienne ».

Formation des agents de l'immigration...

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, Paul Antoine Bien-Aimé, a jugé essentiel l'encadrement des agents de l'Immigration. Il a indiqué que son ministère envisage un plan de formation continue axé sur le renforcement de la compétence des agents de l'immigration, l'amélioration de leurs conditions de travail et de leur statut ainsi que sur la révision de l'éthique professionnelle des agents.

Paul Antoine Bien-Aimé a aussi annoncé, pour bientôt, le lancement des travaux de construction de quatre complexes frontaliers dans les villes de Ouanaminthe, de Belladères, d'Anse-à-Pitre et de Malpasse. Deux de ces constructions seront financées par le gouvernement du Canada, a-t-il rapporté.

21 nov - lematinhaiti.com

Cérémonie de collation de diplôme aux 627 nouveaux policiers

Le Premier Ministre haïtien, Jacques Edouard Alexis, a présidé hier la cérémonie de graduation des 627 policiers de la 19^{ème} promotion de la PNH. Une cérémonie déroulée en présence des officiels du gouvernement et des hauts gradés de l'institution policière qui ont créé une nouvelle unité le Corps des Brigades d'Intervention Motorisées (CBIM).

Avec cette nouvelle promotion, responsable de la lutte contre la petite délinquance, la PNH franchit la barre des 9 000 agents.

Dans son discours de circonstance, le Premier Ministre, Jacques Edouard Alexis, a annoncé l'adoption de nouvelles dispositions, telles l'augmentation de 30 % du salaire des policiers. Le chef du gouvernement entend accorder de nouvelles ressources à l'inspection générale et la direction générale dans le cadre du renforcement de l'institution policière.

Jacques Edouard Alexis a invité les nouveaux policiers à combattre avec efficacité la corruption et la contrebande précisant que la PNH devra assurer la sécurité du pays après le départ de la mission onusienne.

Le ministre de la justice, René Magloire, dans son intervention a mis l'accent sur l'importance d'une bonne collaboration entre la police et la justice pour combattre la criminalité. Il a profité de l'occasion pour annoncer la réouverture prochaine de l'école de la magistrature.

Tout en précisant qu'il faut poursuivre les efforts pour consolider les acquis sécuritaires, M. Magloire souligne que le gouvernement s'engage à améliorer les conditions de fonctionnement des policiers.

De son côté, le Chargé d'affaires de l'ambassade américaine à Port-au-Prince, Tamas Tight a annoncé que le



gouvernement des Etats-Unis a mis à la disposition de la PNH de nouveaux matériels. M. Tight précise que l'ambassade a remis à la PNH 200 motocyclettes, 30 camions 40 véhicules tout terrain.

Selon lui la vigilance des policiers permettra aux citoyens d'avoir confiance en l'institution policière appelée à combattre la criminalité, la corruption et la contrebande.

28 nov - metropolehaiti.com

Formation d'un task force de médecins pour démonter la thèse d'un professeur américain selon laquelle le sida aurait été introduit aux Etats-Unis par des Haïtiens

Le Directeur Général du Ministère de la Santé Publique, le Dr Gabriel Timothée a annoncé lundi la formation d'un Task-Force, composé d'experts ayant pour mission de faire des recherches en vue d'aboutir à des éléments susceptibles de permettre d'opposer un démenti aux résultats d'une étude que le professeur américain Michael Worobey affirme avoir menée et selon lesquels, le Sida serait introduit aux Etats-Unis par des Haïtiens venus de l'Afrique Centrale.

Le Task-Force se compose de médecins de l'Association Médicale Haïtienne, de médecins haïtiens vivant à l'étranger, et de ceux issus de plusieurs institutions partenaires du ministère, a-t-il précisé.

Seules des données scientifiques peuvent aider à répondre à une étude scientifique, a dit le Dr Timothée, soulignant que certains arguments mettent en cause les données de M. Worobey.

Selon lui, l'échantillon de 5% d'Haïtiens utilisé par l'expert dans le cadre de son étude de 1982 à 1983, n'est pas

fiable et ses déclarations ne tiennent pas sur les plans historique et migratoire.

Worobey affirme que les haïtiens incriminés revenaient d'exil après la chute des Duvaliers en 1986.

Le docteur Timothée, a souligné que des cas de Sida avaient déjà été enregistrés presque partout dans le monde et un nombre considérable d'africains vivaient déjà aux Etats-Unis. au cours la période évoquée par Worobey.

Il a également fait remarquer que les Haïtiens en question, avant de rentrer en Haïti, s'étaient rendus d'abord en Europe, un continent infecté par le Sida, bien longtemps après les Etats-Unis.

Une lettre sera adressée sous peu à des experts américains avec qui le MSPP entretient de bons rapports en vue d'un certain soutien à l'équipe locale, dans le cadre de ses recherches, a fait savoir Dr Timothée.

Au cas où les données du scientifique américain se révèlent fausses, le gouvernement haïtien intentera une poursuite judiciaire contre lui, a annoncé le

ddirecteur général du ministère de la santé publique.

L'un des experts mondiaux dans la recherche sur la pandémie du sida, le pofesseur Luc Montagnier avait affirmé la semaine dernière que le virus du syndrome immuno déficience acquise pourrait avoir été introduit en Haïti par le biais de touristes.

Participant à une conférence à l'Université de Granada en Espagne, le professeur avait rejeté ainsi la thèse avancée par le professeur Michael Worobey de l'Université d'Arizona.

“ Il est probable qu'un touriste américain de passage en Haïti ait contaminé des membres de la population, au lieu du phénomène inverse”, avait encore souligné Luc Montagnier.

Les premiers cas de personnes infectées du Sida ont été détectées aux Etats-Unis en 1981 parmi la communauté homosexuelle.

19 nov. – AHP

Le Canada appuie la réforme de la fonction publique haïtienne

La Ministre canadienne de la Coopération internationale, Beverley J. Oda, la Ministre québécoise des Relations internationales et Ministre responsable de la Francophonie, Mme Monique Gagnon-Tremblay, et le Ministre haïtien de la Planification et de la Coopération externe, M. Jean-Max Bellerive, ont signé hier officiellement un protocole d'entente visant à soutenir la gouvernance haïtienne.

Ce projet de 7,2 millions de dollars qui sera mis en œuvre par l'Ecole nationale d'administration publique (ENAP) s'échelonne sur 5 ans. Il permettra le transfert d'expertise et de savoir faire de l'administration publique québécoise vers l'administration haïtienne.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) apporte une contribution financière de 5 millions de dollars à ce projet. Quant au gouvernement du Québec, il y contribue, à la hauteur de 1,5 million de dollars, par le paiement des salaires des employés de ses ministères et de ses organismes qui partageront leur expertise avec leurs collègues haïtiens. L'apport financier du gou-

vernement haïtien prend également la forme de salaires versés au personnel concerné.

La ministre canadienne de la Coopération internationale, Beverley J. Oda, a déclaré que le renforcement de la gouvernance en Haïti est une priorité pour le gouvernement du Canada et cette initiative en est la preuve. “ Cette initiative aidera l'Etat haïtien à mettre en place une fonction publique professionnelle qui saura mieux répondre aux nombreux besoins de la population haïtienne”, a-t-elle précisé.

Selon Monique Gagnon-Tremblay, la ministre québécoise des Relations internationales, “ ce projet concrétise la volonté du gouvernement du Québec d'aider de façon tangible Haïti à assurer son propre développement “.

De son côté, Jean-Max Bellerive, le ministre haïtien de la Planification et de la Coopération externe, a souligné qu'Haïti jouit d'une relation de partenariat privilégiée avec les gouvernements du Québec et du Canada, a déclaré le Ministre Bellerive. “Ce projet témoigne

de l'approche de la coopération canadienne qui consiste à appuyer les efforts et les priorités du Gouvernement haïtien dans sa quête d'établir une fonction publique efficace, capable de répondre aux besoins et aux attentes du peuple haïtien.” a-t-il ajouté.

8 nov. – metropolehaiti.com



La Ministre canadienne de la Coopération internationale, Beverley J. Oda

Le Gouvernement prépare un projet de loi sur l'adoption des enfants

L'institut du Bien Etre Social et de Recherches (IBESR) a lancé le processus visant à l'élaboration d'une nouvelle législation sur l'adoption des enfants haïtiens. Plus d'une dizaine de juristes et des travailleurs sociaux ont pris part à une séance de validation de l'avant projet de loi réalisé grâce à la contribution de l'Unicef et de l'ONG Terre des Hommes.

La directrice de l'IBESR, Gabrielle P. Beaudin a expliqué que l'atelier de travail organisé le 7 novembre a pour objectif de doter le pays d'un "instrument légal plus actuel afin de permettre à l'Etat de mieux remplir sa fonction de protection sociale". "La majorité des adoptions internationales faites en Haïti ne respectent pas les droits élémentaires de l'enfant et les principes fondamentaux en matière d'adoption internationale", ajoute la responsable de l'IBESR.

Le document devrait être dans les prochains jours soumis aux législateurs en vue de sa ratification lors de la prochaine session parlementaire.

Participant à l'atelier de travail le ministre des affaires sociales, Gérald Germain, a souligné que le dysfonctionnement du système d'adoption est lié aux carences du cadre légal existant puisque la loi du 4 avril 1974 se révèle "

totalelement inadaptée par rapport à l'extension qu'a connue l'adoption".

"Elle est en inadéquation avec les conventions internationales relatives à la protection des droits de l'enfant. En outre, elle ne traite pas des questions

relatives aux critères d'adoptabilité et au suivi de l'enfant adopté dans sa nouvelle famille. Elle n'a non plus prévu d'autorité centrale devant garantir le respect des normes et établir les règlements et procédures", ajoute t-il.

La nouvelle législation fait de l'IBESR l'autorité responsable de toutes les procédures d'adoption, s'assurant que cette institution accorde la priorité à l'intérêt supérieur de l'enfant. Les couples ne pourront plus adresser leurs demandes directement à une crèche mais à l'IBESR, par le biais d'un organisme d'adoption agréé.

Alors que l'ancienne législation ne comprenait que l'adoption simple, la nouvelle loi prévoit l'adoption plénière qui est irrévocable et rompt définitivement les liens de filiation existants. "Les parents biologiques doivent être renseignés sur les conséquences de leurs décisions afin de pouvoir agir en connaissance de cause", ajoute les responsables de l'IBESR.

12 nov. - metropolehaiti.com

Wyclef Jean et Petra Nemcova inaugurent une cantine et un laboratoire informatique

L'Ambassadeur de bonne volonté, Wyclef Jean, et la top-modèle tchèque, Petra Nemcova, ont inauguré, lundi, à l'intention des enfants de Cité Soleil, un restaurant populaire « Yele cuisine ». Ils se sont rendus ensuite à la Croix-des-Bouquets, ville natale de la star haïtienne, pour l'inauguration, dans une école publique soutenue par la fondation Yele, d'un laboratoire informatique, grâce à un don de 50 ordinateurs de la fondation Happy Hearts (Cœurs joyeux) de Petra Nemcova.

« Je suis contente d'être en Haïti et je suis venue pour aider les enfants, au nom de ma fondation », avait déclaré, samedi, à son arrivée, la top-modèle tchèque Petra Nemcova.

« J'ai quitté Haïti à dix ans, j'ai grandi à New-York avant d'être une star. Aujourd'hui, je veux tout faire pour aider les enfants, m'occuper d'eux, un cas après l'autre. C'est comme ça qu'on changera le pays », avait, de son côté, déclaré Wyclef Jean.

13 nov. -

Rencontre au sommet à Santo Domingo entre les responsables sécuritaires haïtiens et dominicains

Composée notamment du Secrétaire d'Etat à la sécurité publique, Eucher-Luc Joseph et du Directeur général de la PNH, Mario Andrésol, la délégation haïtienne cherche à renforcer la coopération binationale contre les activités criminelles à la frontière

Le chef de la Police Nationale dominicaine, le général Rafael Guillermo Guzmán Fermín, a offert mercredi à Santo Domingo un déjeuner en l'honneur de son homologue haïtien, Mario Andrésol, présent dans la capitale dominicaine à l'occasion de la visite officielle d'une trentaine de responsables haïtiens de la sécurité.

Le quotidien dominicain El Nuevo Diario précise que ce voyage s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays axé sur la lutte contre le crime organisé, le trafic transfrontalier d'armes et de drogue.

A la tête d'un groupe d'officiers supérieurs qui s'entretenaient avec les visiteurs, le général Fermín a déclaré qu'il était pleinement convaincu du succès potentiel d'une politique haïtiano-dominicaine commune destinée à combattre n'importe quelle forme d'activité délictueuse qui pourrait être enregistrée à la frontière. Il a aussi mis l'accent sur le soutien de la police haïtienne à la lutte contre la criminalité en territoire voisin et sur la réciprocité qui caractérise l'entraide entre les autorités policières des deux pays.

Au cours de sa visite officielle de trois jours à Santo Domingo, la délégation haïtienne conduite par le Secrétaire d'Etat à la sécurité publique, Eucher-Luc Joseph, devait rencontrer les responsables des principaux organismes de sécurité de l'Etat dont le ministre des Forces Armées, le lieutenant-général Ramòn

Aquino Garcia et l'Etat-Major de la Direction nationale des investigations (DNI) et de la Direction nationale de contrôle des drogues (DNCD).

Outre une réception à l'ambassade de France, des visites étaient aussi prévues au Palais National (siège de la Présidence) et à l'Institut des études supérieures de police. Les différentes activités de la délégation sont coordonnées par le chargé des affaires internationales de la police dominicaine, Roberto Valentín.

Les officiels haïtiens doivent regagner Port-au-Prince vendredi.

Depuis environ trois ans, la coopération s'est nettement renforcée entre les forces de sécurité haïtiennes et dominicaines qui tentent d'enrayer les activités criminelles à la frontière fréquemment utilisée par les trafiquants de drogue. / 21 nov. - Radio Kiskeya

Un centre sportif multifonctionnel à Cité Soleil

Un centre sportif multifonctionnel sera bientôt construit à Cité Soleil, plus précisément à la deuxième Cité Lumière, grâce au ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action civique (MJSAC). Ce centre sera équipé d'un centre sportif et d'un centre communautaire d'insertion et d'animation de la jeunesse, en vue d'aider les jeunes de la commune à se démarquer définitivement de la violence. C'est ce qu'a rapporté le responsable du projet, Charles Raymond Pierre, membre du cabinet de Fritz Bélizaire, ministre des Sports.

« Ce centre sportif multifonctionnel sera construit sur 19 000 mètres carrés. Il comprendra un terrain de foot et un terrain multisport destiné au basket-ball, au volley-ball et au futsal. Il y aura un circuit d'athlétisme d'au moins quatre couloirs et un espace de loisir pour enfants. Ce centre aura un podium de 2 000 places assises », a précisé M. Pierre.

Le plus grand bidonville du pays, Cité Soleil, considéré depuis 2005 comme une zone de non droit et un bastion de la violence, retrouve peu à peu sa place au soleil. Pour renforcer ce vent de paix, le ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action civique (MJSAC) envisage de construire, à la deuxième Cité Lumière, un centre sportif multifonctionnel.

Pour sensibiliser les 40 000 riverains contre la violence et les aider à prendre des décisions positives au bénéfice de

la commune, un centre communautaire d'insertion et d'animation y sera également érigé. « La configuration sociale du centre d'insertion va répondre aux caractéristiques d'intégration sociale et économique du projet qui fera de la participation communautaire un instrument stratégique de premier plan dans la dynamique de développement du jeune et de son milieu de vie », a indiqué le responsable du projet. Il a fait savoir qu'on est en train d'effectuer le travail de débroussaillage et de consolidation de l'espace réservé au centre.

Selon le ministre Fritz Bélizaire, « le coût du centre multifonctionnel s'élèverait à plus de 25 000 000 de gourdes. Cependant, pour le moment, le ministère réunit seulement 20 % du montant, soit 10 000 000 gourdes ».

Un nouveau Gymnase avant la fin du mandat du Président Préval

Par ailleurs, le ministre Bélizaire a reconnu l'état lamentable du gymnasium Vincent et promet d'effectuer des réparations. Il admet aussi que cet espace de jeu n'a pas été construit selon les normes internationales et ne peut donc accueillir d'événements internationaux. M. Bélizaire dit souhaiter, avant la fin du mandat du Président René Préval, construire un nouveau gymnasium moderne à Tabarre.

27 nov. -

Signature d'un protocole...

Suite de la première page

l'USAID compte débloquer une enveloppe supplémentaire de 1.2 million de dollars US. Ce qui va permettre d'étendre le réseau à 32 sites additionnels localisés dans 16 villes de province

Ce projet, qui prône la modernisation des structures étatiques pour une administration publique efficace et productive, permet également la déconcentration des opérations financières de l'Etat.

« Nous sommes sur la bonne voie pour une meilleure gestion des finances publiques », déclare le ministre Dorsainvil qui croit que grâce à ce système les responsables de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC) auront accès direct au système de dépense publique pour analyses et suites utiles dans le cadre de leur mission. 16 nov. - *le nouveliste.com*

Le Gouvernement critique l'étude faisant état de liens entre le Sida et Haïti

Suite de la première page

d'autres personnes veulent démolir les fondements de cet édifice", déclare t-elle.

Tout en rejetant ces accusations, Madame Lassègue soutient que ces publications visent à empêcher au pays de s'engager sur la voie du progrès. "Les Haïtiens n'ont pas véhiculé le sida", dit-elle précisant que le but est d'empêcher l'arrivée de touristes haïtiens et étrangers durant la période de Noël.

Interrogée sur la réaction que les haïtiens devraient avoir face à cette publication, Mme Lassegue a expliqué que les Haïtiens doivent continuer à reconstruire Haïti sereinement.

10 nov. - *metropolehaïti.com*

Le MAE et l'AIEA lancent un atelier de travail en vue de l'élaboration d'un plan stratégique national pour l'application de techniques nucléaires

Le Ministère des Affaires Etrangères de concert avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA), a ouvert ce lundi un atelier de travail, en vue de l'élaboration d'un plan stratégique national pour l'application de techniques nucléaires, en matière de développement en Haïti.

Selon le directeur de l'AIEA au niveau du ministère des affaires étrangères, Azad Belford, cette activité permettra à Haïti de relever le niveau scientifique et technique.

A partir de ces travaux, on pourra être en mesure de résoudre certains problèmes comme la radiothérapie, le traitement du cancer en Haïti, a assuré M. Belford.

Il a fait savoir qu'un unsemble d'autres projets font actuellement l'objet d'études dont un plan énergétique national, la fertilisation des sols, l'éradication des mouches qui affectent la production de mangues.

De son côté, la responsable de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, Jane Gerardo Abaya, a déclaré que son institution est prête à appuyer les autorités haïtiennes pour les aider à identifier les problèmes auxquels le pays fait face et voir comment les techniques nucléaires peuvent aider à les résoudre.

Selon Mme Abaya, ces résultats vont servir de référence à l'AIEA pour sa coopération technique avec Haïti et de guide pour le gouvernement haïtien, dans le cadre de cette coopération.

Le plan stratégique qui sera finalement élaboré permettra aux différents secteurs d'établir également des partenariats avec des organisations internationales en vue d'un meilleur développement, a encore fait savoir M. Abaya.

26 nov. - *AHP*

La BID octroi 12,5 millions de dollars au secteur agricole

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a approuvé un don de 12,5 millions de dollars américains afin de protéger et d'améliorer l'efficacité de l'infrastructure d'irrigation et de drainage, permettant d'augmenter la production agricole dans la vallée de l'Artibonite.

“Le programme initial, qui a été lancé en 2004 grâce à un prêt libéral de la BID de 41,9 millions de dollars américains, cherche à augmenter les revenus des familles dans la vallée de l'Artibonite qui a été dévastée par des inondations causées par l'ouragan Georges en 1998”, indique un communiqué précisant que le don additionnel porte sur la protection et l'accroissement des gains acquis, en particulier face aux écoulements en amont de plus en plus forts.

Dans le cadre de ce programme, plus de 10 000 agriculteurs dans la vallée détiennent à présent des titres fonciers enregistrés au cadastre selon la BID.

“Les rendements sur les parcelles de démonstration du programme ont aug-

menté de manière significative, passant à six tonnes métriques de riz par hectare, contre une moyenne de 1,5 tonne métrique par hectare dans la vallée. Les rendements d'oignons sont passés à 40 tonnes métriques par hectare contre une moyenne de quatre tonnes métriques”, soulignent les responsables de la BID.

Selon le communiqué, ce don apportera au Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR) des ressources supplémentaires afin de protéger les investissements consacrés au système d'irrigation et de drainage en aval de l'Artibonite, à la suite de la pression exercée par de nouvelles inondations provenant du bassin-versant supérieur et de la sédimentation du barrage de Péligre.

Les travaux seront exécutés afin de réparer et de protéger les remblais détruits, de rétablir la capacité de drainage et d'améliorer la capacité des effluents de crue.

28 nov. - metropolehaiti.com

Don de ... la BID

Suite de la page 2

de matériels de bureaux, d'outils, de véhicules et de matériels destinés à l'entretien des routes.

Les mêmes directions devraient pouvoir améliorer leur capacité de gestion de l'entretien des routes avec l'intervention de leurs équipes ou de celles de sociétés locales et de micro-entreprises. Cette nouvelle stratégie vise à favoriser la création d'emplois et la circulation d'argent au bénéfice des habitants des régions pour lesquelles des investissements seront disponibles.

La BID rappelle que de tous les pays de la région, Haïti est le principal bénéficiaire de l'aide publique canadienne. Début 2007, l'ACDI avait offert un montant de 19,5 millions de dollars canadiens (plus de 20 millions de dollars américains) pour la réalisation d'un programme de la banque portant sur des projets d'infrastructure à effet économique élevé.

Il a permis la réalisation de travaux sur le réseau routier, de ponts, ports, terminaux de marchandises, systèmes d'irrigation et de drainage, l'aménagement de marchés publics et l'accès à l'eau potable. 21 nov. - *Radio Kiskeya*

Message du Consul Général à l'occasion de la visite à Chicago de la Délégation Sénatoriale et du 204^{ème} anniversaire de la “Bataille de Vertières”

Chicago, le 17 novembre 2007

Distingués membres de la Délégation Sénatoriale
Distingués invités venus d'Haïti
Chers compatriotes et amis d'Haïti
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur et un immense plaisir pour moi d'être parmi vous au nom du **Consulat Général d'Haïti à Chicago**. Je tiens à saluer d'une façon toute spéciale la prestigieuse délégation sénatoriale et les dignitaires qui l'accompagnent. Nous savons que ces illustres visiteurs entreprennent une tournée aux Etats-Unis et que d'autres villes américaines font partie de leur trajectoire. Nous savons aussi qu'ils ont choisi la **Cité de Jean-Baptiste Pointe DuSable** comme leur premier arrêt parce qu'ils entretiennent de bonnes relations avec notre communauté. **Le Sénateur LAMBERT** qui en est à sa quatrième visite ne cache d'ailleurs pas son attachement envers les Haïtiens de Chicago.

Cette année, nous sommes d'autant plus ravis que la présence de ces importants compatriotes coïncide avec la soirée organisée par le **CONGRES DES HAITIENS POUR FORTIFIER HAITI** en vue de ranimer le débat sur l'importante question de la double nationalité.

Aujourd'hui, la chance est de notre côté. Il faut en profiter.

Nous commémorons aussi le **204^{ème} anniversaire de la grande Bataille de Vertières**. Je vous salue tous encore une fois au nom du Consulat Général d'Haïti à Chicago et vous invite à ne jamais perdre de vue l'importance de cet événement historique qui nous rassemble ce soir et qui nous offre une raison d'être fiers. Nous devons être fiers de nos ancêtres et de leur bravoure. Nous devons aussi inculquer cette fierté à nos enfants car l'histoire ne change pas quoi qu'on fasse.

Parce qu'elle a conduit à la naissance de la **Première République Noire du Monde**, la **Bataille de Vertières** mérite d'être un événement connu de l'humanité toute entière. Tel n'est pas le cas. Notre histoire est un secret bien gardé. Aujourd'hui, notre image est celle d'un pays pauvre où des gens qui partagent un héritage commun ne parviennent pas à s'unir. Au nom de la liberté, nos ancêtres se sont unis pour la Bataille de Vertières. Ils se sont unis au-delà de leurs nombreuses différences. Pour la survie du pays qu'ils nous ont légué, nous devons nous unir malgré nos différences philosophiques; malgré nos différends. L'obstination dans la discorde ouvre la porte à toutes les humiliations.

Mesdames et Messieurs, il ne me reste qu'à vous remercier d'être venus.

Lesly Condé
Consul Général

Haïti/Tourisme : Travailler ...
(suite de la première page)



Le Ministre du tourisme Patrick Delatour

recteur élaboré en partenariat avec des secteurs transversaux, apprend l'agence en ligne AlterPresse.

Invité, le jeudi 22 novembre 2007, à la conférence hebdomadaire de la Mission des Nations Unies de stabilisation en Haïti (Minustah), le Ministre du tourisme, Patrick Delatour, soutient que les grands objectifs de son ministère consistent à redorer l'image du pays par la valorisation du tourisme.

Développer un tourisme de gamme sur des critères de développement durable, faire du parc national historique où se trouve la Citadelle, le palais Sans-Souci et Ramier (Nord), une destination touristique en un an, de Jacmel (Sud-Est) et de la côte des Arcadins (Artibonite, Nord) une destination touristique en trois ans, sont, entre autres, les cibles que s'est fixées Patrick Delatour.

Architecte de profession, Delatour es-

time que le développement du tourisme en Haïti doit inéluctablement passer par la stabilité politique. C'est pourquoi, dit-il, le tourisme a été déclaré, en 2006, priorité du gouvernement de Jacques Édouard Alexis.

Le Ministre du tourisme juge nécessaire d'avoir, en Haïti, un cadre sécuritaire permettant de définir les conditions en vue de la satisfaction éventuelle des visiteuses et visiteurs, en général, et de la population haïtienne en particulier.

Patrick Delatour déplore le fait que Haïti continue de subir la loi des détracteurs internationaux qui ont sali son image en la considérant, notamment comme l'un des pays propagateurs de la pandémie du Sida.

Selon Delatour, le plan directeur du ministère du tourisme identifie des zones prioritaires comme le grand Nord, l'Ouest, le Sud-Est et le grand Sud. Un plan directeur définitif sera présenté à la nation entre décembre 2007 et janvier 2008, ajoute le ministre du tourisme.

Le titulaire haïtien du tourisme fait aussi part de plusieurs projets en cours, tels la construction de l'aéroport de Jacmel, l'aménagement de certains pôles touristiques ainsi que la mise en place d'un institut de formation du tourisme.

Des projets de développement touristique seront également exécutés à Port-au-Prince, notamment au Champ de Mars et à l'aéroport international Tous-



Une des belles plages d'Haïti

saint Louverture, indique le ministre du tourisme qui croit impossible de penser le développement touristique en Haïti sans une prise en compte de la capitale, Port-au-Prince.

En matière de développement, Patrick Delatour affirme que la diaspora représente une opportunité d'investissement pour Haïti.

« La diaspora représente pour nous une opportunité d'investissement. C'est la diaspora qui soutient l'économie nationale (...) Nous avons beaucoup plus de médecins haïtiens aux Etats-Unis qu'en Haïti », déclare Patrick Delatour.

La construction de centres hôteliers à Jacmel est à l'étude avec une organisation composée d'une trentaine de médecins haïtiens intéressés à investir et à participer dans la couverture sanitaire de la population, fait savoir le ministre Delatour.

22 nov. – AlterPresse

AEC/PRÉVENTION DES CATASTROPHES/

Adoption à l'unanimité du Plan d'Action de Saint-Marc pour la réduction des risques

Plus d'une vingtaine de représentants des États de la Caraïbe ont clôturé le vendredi 16 novembre 2007 au Club Indigo à Montrouis la première conférence de haut niveau sur la prévention des catastrophes organisée par l'Association des États de la Caraïbe (AEC). Les participants ont adopté à l'unanimité le Plan d'action de Saint-Marc pour la réduction des risques de catastrophes et recommandé que le Conseil des ministres de l'AEC, par le truchement du

Comité spécial sur les catastrophes naturelles, incorpore ledit plan comme guide dans leur travail ayant à voir avec la réduction des désastres. Ce plan d'action comporte 21 points qui donnent l'orientation que les États membres devront mettre en œuvre dans les cinq prochaines années en vue de réduire les risques de catastrophes et leurs impacts sur leur économie respective et les populations de la région.

thomaslalime@lematinhaiti.com



Pose souvenir à la fin de la conférence

Consulat Général de la République d'Haïti à Chicago
220 South State Street – Suite 2110
Chicago, Illinois 60604

